



Université
Sorbonne
Paris Nord



Journée des Bolivianistes 2021

Appel à communication

« Quelle Bolivie deux ans après la crise post-électorale de 2019 ? »

Suite au succès des quatre précédentes *Journées des Bolivianistes* organisées de 2016 à 2019 par l'Institut de droit public, sciences politiques et sociales (IDPS) de l'Université Sorbonne Paris Nord, ainsi que de la journée d'études sur la Bolivie du 3 juin 2019 accueillie par le Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA) de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL), ces deux laboratoires ont décidé d'organiser une nouvelle journée des bolivianistes cette année. Avec la collaboration du Centre de Recherches en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA) des universités de Nantes et de La Rochelle, cet événement scientifique se déroulera le **jeudi 27 mai 2021** dans l'amphithéâtre de la MSH Paris Nord, sur le campus Condorcet (**étant donné le contexte sanitaire, la date est susceptible d'être modifiée**).

La journée d'études aura pour thème : « **Quelle Bolivie deux ans après la crise post-électorale de 2019 ?** »

Cette journée a pour but d'analyser les développements survenus en Bolivie depuis la crise post-électorale de 2019, dans une perspective couvrant l'histoire du pays. Ainsi, la séquence d'événements qui a conduit de la « démission forcée » d'Evo Morales à la victoire de Luis Arce et du MAS aux élections générales d'octobre 2020, sans oublier la crise sanitaire qui a frappé – et frappe encore – durement la Bolivie, ne peut être analysée comme un phénomène singulier et circonscrit. Le séisme que représentent, dans l'histoire bolivienne récente, les circonstances dans lesquelles

Jeanine Añez est arrivée à exercer la présidence entre 2019 et 2020 requiert d'être lu dans une plus longue durée, qui pourrait rendre compte des différents cycles politiques et économiques qui ont traversé la société bolivienne depuis le milieu du XXe siècle.

Le *proceso de cambio* initié par le *Movimiento al Socialismo* (MAS) entre 2006 et 2019 avait pour ambition de faire table rase des régimes « néolibéraux » de la démocratie pactée et des institutions républicaines, perçues comme coloniales et racistes. Promulguée par le président Evo Morales, la Constitution de 2009 visait à développer une alternative au modèle de l'État-nation à travers l'État plurinational, puisqu'elle reconnaît désormais d'importants droits collectifs aux populations dites « originaires » (notamment leur droit à l'autonomie, à leur autogouvernement et à la « consolidation de leurs entités territoriales »), ainsi qu'une extension de la démocratie (désormais, la souveraineté populaire s'exerce directement ou par délégation) et enfin parce qu'elle attribue au nouvel État le but de « construire une société juste et harmonieuse cimentée dans la décolonisation ». La toile de fond de cette entreprise inédite était la relation – précaire – entre le gouvernement *masiste* et les organisations sociales et indigènes, grâce à une hégémonie politique du MAS à partir des élections de 2009. Dégradée au terme de plusieurs conflits sociaux opposant l'exécutif à certains de ses anciens soutiens (*gazolinazo*, TIPNIS, mineurs coopérativistes...), cette hégémonie fut remise en cause suite au référendum du 21 février 2016, qui vit le « non » l'emporter, constituant ainsi la première défaite électorale du MAS.

Les élections générales de 2019 s'annonçaient, en ce sens, particulièrement tendues. Avant même le scrutin du dimanche 20 octobre, deux « récits » s'opposaient déjà : depuis les différentes composantes de l'opposition, celle d'une « fraude électorale » qui était sur le point d'être perpétrée par les autorités électorales (en particulier le Tribunal suprême électoral) en collusion avec le MAS ; depuis le gouvernement et les organisations alliées, celle d'un « coup d'État » organisé par les opposants nationaux (menés par les élites régionales de *l'Oriente*) et internationaux (ONG, gouvernement des États-Unis) au *proceso de cambio*. Ces deux récits sont entrés en conflit pendant les trois semaines de crise post-électorale au cours desquelles des civils, parfois

armés, se sont affrontés dans les rues : les uns, telles que les organisations affiliées au MAS considérant qu'Evo Morales avait remporté les élections dès le premier tour ; les autres, tels que des comités civiques exigeant la tenue d'un second tour, puis la convocation à des nouvelles élections et finalement la démission du président sortant.

Ces récits acquièrent une plus large dimension lorsque la police entra en mutinerie et que le commandement des forces armées "suggéra" publiquement la démission de Evo Morales, puis ils se prolongèrent durant la présidence par intérim de Jeanine Añez. Si les élections d'octobre 2020 ont ramené le MAS au pouvoir, cette fois c'est Luis Arce qui a été porté à la présidence et sans la majorité des deux tiers au sein de l'Assemblée législative plurinationale ; alors que les accusations de « fraude électorale » ou de « coup d'État » en 2019 dessinent toujours les clivages politiques.

En somme, en l'espace de deux ans, la Bolivie a, une fois de plus, vu son champ politique et son espace social se transformer considérablement. D'une crise post-électorale, le pays s'est en effet dangereusement approché d'une crise institutionnelle avec la vacance du pouvoir exécutif pendant plusieurs jours en novembre 2019, avant de basculer dans une présidence par intérim censée ne durer que quelques mois, et qui s'est finalement prolongée jusqu'à la fin de l'année 2020. Aujourd'hui, si le nouveau pouvoir *masiste* prend ses racines dans le *proceso de cambio* initié par Evo Morales en 2006, il semble également s'en éloigner par certains aspects.

Dans une approche résolument interdisciplinaire et internationale, cette journée des Bolivianistes s'intéressera aux transformations politiques, sociales, juridiques, culturelles et économiques que la Bolivie a connues entre 2019 et 2021.

Les propositions de communication, en espagnol ou en français, ne doivent pas excéder 4000 signes. Elles doivent être renvoyées avant le **12 avril 2021** aux adresses mails suivantes :

vicaudubert@orange.fr ; elise.gadea@gmail.com ; sebasu76@hotmail.com

Elles seront examinées par le comité scientifique, qui rendra sa décision début mai.

Comité scientifique

- Audubert Victor (Docteur, Université Sorbonne Paris Nord)
- Camilleri Anne (Professeure des universités, Sciences Po Rennes – Université Sorbonne Paris Nord)
- Cazala Julien, (Professeur des universités, Université Sorbonne Paris Nord)
- Delfour Christine (Professeure des universités, Université Paris Est Marne-la-Vallée)
- Gadea Élise (Docteure, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle-IFEA)
- Garcia Jean-René (Professeur des universités associé, Université Sorbonne Paris Nord)
- Laffaille Franck (Professeur des universités, Université Sorbonne Paris Nord)
- Le Gouill Claude (Docteur, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
- Martinez Françoise (Professeure des universités, Université Paris 8)
- Mongis Baptiste (Doctorant, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
- Pécoud Antoine (Professeur des universités, Université Sorbonne Paris Nord)
- Poupeau Franck (Directeur de recherche, CNRS)
- Urioste Sebastián (Enseignant-chercheur, Université de La Rochelle)
- Vermeren Patrice (Professeur des universités, Université Paris 8)

Comité d'organisation :

- Victor Audubert (Docteur, Université Sorbonne Paris Nord)
- Élise Gadea (Docteure, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle-IFEA)
- Sebastián Urioste (Enseignant-chercheur, Université de La Rochelle)